

*« Développement et utilisation responsables des ressources marines profondes »  
Brest, 16 octobre 2014*

Mesdames et Messieurs,

Chers Amis,

Je voudrais tout d'abord remercier les organisateurs de la « Sea Tech Week » de me permettre d'intervenir aujourd'hui, sur un sujet d'une grande acuité et qui m'est particulièrement cher.

L'avenir des mers est pour moi un engagement majeur lié à la situation particulière de mon pays dont l'horizon est largement maritime mais également à l'histoire de ma famille.

En effet, mon trisaïeul le Prince Albert 1er fut, il y a un siècle, un défenseur et un explorateur passionné des mers. Il construisit notamment l'Institut Océanographique de Paris et le Musée Océanographique de Monaco et contribua de manière déterminante à la naissance de l'océanographie moderne.

Mon engagement pour la mer va bien au-delà de ces considérations particulières. Il tient surtout à son importance globale, à son rôle essentiel pour l'avenir de notre Planète et pour ses équilibres.

Alors que les questions environnementales se sont en quelques décennies imposées partout dans le débat public, la mer paraît quant à elle souvent négligée, comme si elle ne concernait que les populations côtières et celles dont la vie est directement dépendante d'elle.

Ces populations sont considérables, puisque l'on estime à près de quatre milliards le nombre d'êtres humains vivant sur une bande côtière à moins de cent-cinquante kilomètres des côtes.

Les mers occupent une position centrale car elles participent au développement des activités humaines, assurant l'échange des biens à travers le monde au travers d'un intense trafic maritime marchand.

Le plus grand nombre doit être associé à la réflexion sur les mers, comme vous le faites ici au cours de cette semaine. C'est la raison pour laquelle il est essentiel d'appréhender ces questions non seulement en termes de périls, mais aussi d'opportunités.

Il n'est pas possible de minimiser les risques pesant aujourd'hui sur nos océans : pollutions telluriques et marines, réchauffement, acidification, pertes de la biodiversité .

Il convient, d'abord, d'imposer des normes et de négocier des accords protégeant les mers, comme je m'attache à le faire dans le cadre des nombreuses réunions internationales auxquelles je participe. Il faut également, comme je le fais avec mon Gouvernement et ma Fondation, proposer des perspectives de progrès et de croissance, une croissance capable de réconcilier l'homme et son environnement.

Alors que notre monde est traversé par de graves crises mettant en péril l'avenir économique d'un grand nombre de personnes, il ne sera pas possible de rallier l'opinion publique à la cause des mers en proposant seulement de renoncer à certaines activités ni à certaines ressources.

Nous sommes dans l'obligation de proposer des perspectives positives, comme celles que peuvent recéler les ressources marines profondes dont nous parlons aujourd'hui.

Il est essentiel d'inscrire nos échanges dans le cadre d'une situation mondiale qui s'impose à nous, et qui se caractérise aujourd'hui par de très fortes tensions sur certaines ressources, lourdes de conséquences y compris en matière de sécurité. Tous ces aspects doivent être pris en considération dans l'examen des perspectives d'exploitation des ressources marines profondes.

Bien entendu, cette exploitation doit se faire de manière extrêmement rigoureuse, en prenant garde à ne pas répéter les erreurs du passé.

Nous ne pouvons pas détruire demain les fonds des mers comme nous avons hier abîmé leurs côtes.

Or, nous sommes aujourd'hui confrontés à des questions majeures dont nous n'avons pas les réponses. Elles concernent principalement l'impact direct d'exploitations futures sur les écosystèmes, la capacité de résilience de ceux-ci, ainsi que les effets indirects de ces nouvelles activités humaines, qu'il s'agisse de rejets de déchets ou d'émissions connexes, lumineuses, acoustiques ou électromagnétiques.

Faute d'expérience et faute d'expertise suffisante, nous sommes à ces égards assez démunis.

C'est pourquoi il est d'abord impératif d'accroître nos connaissances, par un soutien sans faille à la recherche scientifique.

Plus globalement, c'est notre connaissance des milieux marins qui doit être développée, qu'il s'agisse des grands fonds ou des régions intermédiaires, mais aussi des échanges entre eux.

Nous devons apprendre à mieux connaître les géo-écosystèmes de l'océan et à mieux comprendre la formation et la dynamique des ressources profondes. Je vous rappelle qu'à peine 10% de la faune marine est répertoriée et que la superficie des grands fonds que nous avons pu réellement explorer de visu correspond à peine à la surface d'une ville comme Paris intra-muros.

Des progrès sont accomplis tous les jours, qui nous permettent d'améliorer sans cesse ces connaissances.

Mais le coût des explorations rend ce travail lent, et même la flotte équipée de sondeurs multifaisceaux capables de répertorier les fonds est d'à peine une centaine de navires dans le monde.

La recherche scientifique doit donc être encouragée et financée, y compris par les acteurs privés qui ont un intérêt à améliorer nos connaissances lacunaires. La recherche seule nous permettra de mieux comprendre les enjeux, les risques et les opportunités, et d'agir ainsi de manière pertinente, durable et responsable, en minimisant les risques de dégradations.

C'est le sens de la politique de soutien à la recherche et d'accueil de chercheurs et de laboratoires qui est menée à Monaco, en particulier sur les questions marines.

Quel que soit l'état de nos connaissances, il est également impératif de bien délimiter les domaines et les zones dans lesquelles nous pouvons développer de nouvelles activités. Certains biotopes particulièrement fragiles doivent être préservés, car les risques liés à leur exploitation sont trop importants.

Je pense bien entendu aux régions polaires, aux récifs coralliens et à d'autres espaces maritimes particulièrement fragiles et déjà bien éprouvés, comme certaines régions de la Méditerranée par exemple.

A cet égard, je soutiens avec énergie le développement d'aires marines protégées, qui seules permettent de régénérer les écosystèmes, en les soustrayant aux impacts d'activités économiques souvent néfastes.

Au-delà de quelques zones particulières, il est essentiel d'avancer sur la voie d'une plus grande réglementation internationale, dans le cadre notamment de l'Autorité Internationale des Fonds Marins.

Enfin, nous devons nous interroger sur l'intérêt réel de certaines perspectives, dont le coût me semble parfois démesuré en comparaison de leur apport effectif. Je pense par exemple à certaines ressources minérales situées au-delà de 3.000 mètres de profondeur.

Quelles que soient les promesses dont elles sont porteuses, je crains qu'il ne faille encore attendre, avant que leur exploitation soit considérée comme positive, pour l'homme comme pour l'environnement.

S'il est donc nécessaire de bâtir une économie durable autour des ressources marines, celle-ci doit davantage se fonder sur des circuits courts et des principes renouvelables.

A cet égard, des perspectives intéressantes me paraissent résider aujourd'hui dans les énergies marines, qu'elles soient thermiques, comme les pompes à chaleur que nous avons installées à Monaco depuis plusieurs décennies déjà, de biomasse, hydroliennes, marémotrices ou houlomotrices.

A travers l'utilisation de ces technologies aujourd'hui en pleine croissance, nous pourrions, je l'espère, mettre en œuvre une économie décarbonée garante de la préservation de nos mers et leurs fonds.

De la même manière, une utilisation rigoureuse et durable des biotechnologies marines doit nous permettre de développer des ressources nouvelles : énergétiques je l'indiquais, mais aussi alimentaires, industrielles ou encore pharmaceutiques.

Pour cela, il est nécessaire de favoriser l'éclosion de ces projets en conduisant de vraies politiques de soutien à l'innovation, qui ont toujours été et seront plus que jamais notre principal atout face aux grands défis de l'avenir.

Ces défis, c'est ensemble que nous pourrons les relever.

La question des océans est un sujet qui nous concerne tous et qui doit nous rassembler.

Responsables politiques, chercheurs, ONG et entrepreneurs, c'est à nous tous qu'il revient d'agir aujourd'hui, avant qu'il ne soit trop tard, pour sauver nos océans et instaurer un nouveau mode de développement.

Réaliser cette unité pour agir de concert est l'une de nos premières responsabilités.

Si nous y parvenons, nous aurons donné vie à la belle phrase du poète Nicolas Boileau, qui écrivait qu'« on peut être héros sans ravager la terre ».

Je vous remercie.